

Zehnte Sitzung – Dixième séance

Montag, 17. Juni 1991, Nachmittag
Lundi 17 juin 1991, après-midi

14.30 h

Vorsitz – Présidence: Herr Bremi

Fragestunde – Heure des questions

Frage 33:

Maeder. DEH und der «Regenmacher»

Sécheresse en Mauritanie. Appel à un «faiseur de pluie»

Obwohl der ehemalige Delegierte des Bundesrates für Katastrophenhilfe im Ausland, Eduard Blaser, dem als «Regenmacher» bekannten Hans Hangartner unbestrittene Erfolge bei der Regenaktivierung in Mauretanien attestiert und von ausgezeichneten Erfahrungen spricht, verzichtet die Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe auf die Dienste des «Regenmachers» aus Steinach.

Wäre es angesichts der Dürrekatastrophen, die vor allem Regionen der Dritten Welt heimsuchen, nicht sinnvoll, mit Hans Hangartner zusammenzuarbeiten?

M. Felber, conseiller fédéral: La Direction de la coopération au développement et de l'aide humanitaire et le Corps suisse pour l'aide en cas de catastrophes ont été contactés depuis plusieurs années par M. Hans Hangartner, «der sogenannte Regenmacher».

En 1984, nous avons contribué financièrement à un essai en Mauritanie. Trois semaines plus tard, il a effectivement plu dans toute la zone sahélienne, mais un rapport direct entre l'action de M. Hangartner et ces pluies n'a naturellement pas pu être établi. Toutes les expertises d'instances compétentes en la matière nous ont convaincus que nous ne pouvions pas courir le risque d'offrir cette aide à des gouvernements sans que soit mise en péril notre crédibilité. Il serait peut-être possible et concevable que des milieux privés, en s'occupant des risques, examinent les propositions de M. Hangartner, ce que nous ne pouvons pas faire en tant que gouvernement.

Question 34:

Pitteloud. Abstimmung und Wahlen in der Westsahara

Référendum au Sahara Occidental

En mai de cette année, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté le plan de paix du secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental et a décidé la création de la MINURSO (Mission des Nations Unies pour le Référendum au Sahara Occidental) qui sera dirigée par Monsieur l'ambassadeur Johannes Manz mis à disposition pour cette tâche par le DFAE. La MINURSO, composée d'une force militaire, d'unités de police pour le maintien de la paix et des experts en matière de l'administration et des élections assumera donc la lourde responsabilité d'organiser et de superviser des élections libres au Sahara occidental.

Comment le Conseil fédéral apprécie-t-il la création de la MINURSO? Est-il vrai que l'ensemble de la participation de la Suisse à ce processus sera confié au DMF alors que l'évaluation de la participation de la Suisse à l'opération Namibie menée conjointement par le DFAE et le DMF n'a pas été rendue publique et ne permet donc pas de comprendre cette décision?

M. Felber, conseiller fédéral: A maintes reprises, le Conseil fédéral a déclaré son intention d'intensifier l'engagement de la Suisse en faveur des opérations de maintien de la paix de l'Or-

ganisation des Nations Unies. Il l'a confirmée encore récemment, soit le 27 mars 1991, par sa décision d'élaborer un message pour la création, dans trois ou quatre ans, de troupes de Casques bleus suisses. Il n'est dès lors pas surprenant qu'il ait non seulement salué la décision du Conseil de sécurité créant la MINURSO, mais qu'il envisage d'y prendre part.

Ainsi, après avoir mis à disposition de l'ONU l'ambassadeur Johannes Manz, en tant que chef de toute l'opération au Sahara occidental, le Conseil fédéral prévoit l'envoi d'une unité sanitaire de soutien médical pour la composante militaire MINURSO, comme dans le cas de la Namibie. Cette dernière comprend en outre, comme vous le relevez Madame à juste titre, une composante sécurité, notamment pour le service de l'ordre avec des moyens policiers ainsi qu'une composante civile pour établir des listes des personnes habilitées à voter et pour observer le référendum. Dans ce contexte, il n'est pas exclu que l'ONU nous demande en outre de lui fournir un contingent d'observateurs civils, à l'instar de ceux que nous avons déjà envoyés pour surveiller les dernières élections à Haïti et dans le cadre de l'opération GANUPT en Namibie.

Pour l'ensemble de l'opération MINURSO, dont le Département militaire fédéral et le mien assument conjointement la responsabilité, les compétences et les tâches seront réparties de manière claire et logique, selon les expériences que nous avons menées en Namibie. Les négociations sur l'engagement de la Suisse dans la MINURSO et le maintien des contacts, tant avec l'ONU qu'avec les autorités des pays de la région et les autres entités concernées par le conflit, incombent clairement au Département fédéral des affaires étrangères. Il en va de même pour la sélection, la formation et l'envoi d'observateurs électoraux.

Finalement, mon département assumera également l'entière responsabilité de la partie humanitaire de l'opération, à savoir la participation suisse au programme du Haut Commissaire aux réfugiés, le rapatriement des Sahraouis qui ne résident pas au Sahara occidental et doivent s'y rendre pour participer au référendum. Le Conseil fédéral entend contribuer de façon substantielle à cette opération de rapatriement dont le coût, non encore décidé, est d'environ 34 millions de dollars.

En revanche, il est clair que l'envoi et l'engagement sur le terrain de l'unité sanitaire incombent au Département militaire fédéral, puisque les prestations médicales doivent être fournies dans le cadre d'une structure militaire, sous les ordres d'un commandant de l'ONU, en l'occurrence un général canadien, Armand Roy. La Suisse ne ferait que se conformer en cela à la pratique constante de l'ONU, qu'il s'agisse de Bérêts ou de Casques bleus; ce sont des opérations militaires.

En ce qui concerne le dernier point soulevé par Mme Pitteloud, soit la non-publication du rapport final sur l'opération GANUPT en Namibie, nous précisons qu'il s'agit d'un rapport de nature interne qui devait nous apporter la possibilité de mesurer les expériences; il est non confidentiel et les services de mon département le tiennent volontiers à la disposition des membres des Chambres fédérales qui voudraient l'analyser.

Mme Pitteloud: Je vous remercie de votre réponse qui me rassure, car elle clarifie les diverses responsabilités.

En ce qui concerne le rapport d'évaluation de l'opération GANUPT en Namibie, il m'intéresserait de l'obtenir, étant donné que la répartition des tâches entre le Département militaire fédéral et le Département fédéral des affaires étrangères n'a pas toujours été évidente. Par conséquent, je vous demande si, dans le cadre de l'opération au Sahara occidental, vous envisagez également une évaluation de la répartition des tâches et du déroulement de l'opération, et si, dans l'affirmative, une telle évaluation sera mise à disposition du Parlement avant toute législation relative aux Casques bleus suisses.

M. Felber, conseiller fédéral: Naturellement, toute opération de ce genre, qui n'est jamais tout à fait comparable à une précédente, fera l'objet d'une évaluation précise et d'un rapport. Comme pour la GANUPT, ce rapport, sans être publié, ne sera pas confidentiel et pourra être consulté par les parlementaires ou des personnes intéressées.

Question 35:**Pini. Gefolterte kurdische Kinder in der Türkei
Enfants kurdes torturés en Turquie**

Selon l'Association pour les droits de l'homme de Diyarbakir, deux fillettes, Hüsnü Kizilkaya (12 ans) et Meryem Oral (13 ans), ainsi qu'un autre enfant, ont été torturés au quartier général de la gendarmerie de Savur (Turquie). Si cet acte atroce peut être confirmé, je demande au Conseil fédéral ce qu'il compte faire pour que la Turquie, pays membre du Conseil de l'Europe, soit tenue de respecter la Convention européenne des droits de l'homme, ainsi que la Convention contre la torture, toutes deux signées par les autorités politiques d'Ankara.

Question 36:**Carobbio. Gefolterte kurdische Kinder
Enfants kurdes torturés en Turquie**

Selon un communiqué de la Fondation turque pour les droits de l'homme du 3 juin, deux fillettes kurdes, Hüsnü Kizilkaya (12 ans) et Meryem Oral (13 ans), ont été torturées au quartier général de la gendarmerie de Savur (Turquie).

La poursuite de telles pratiques ne peut que susciter l'indignation. Elle repose le problème de la répression de la minorité kurde.

Je demande au Conseil fédéral s'il ne juge pas indiqué de faire des démarches diplomatiques pour protester contre cette violation des droits de la personne, et pour demander au gouvernement turc des explications au sujet de ce grave incident, dénoncé à juste titre par la fondation susmentionnée.

M. Felber, conseiller fédéral: En dépit des engagements internationaux pris ces dernières années par la Turquie, la torture et les mauvais traitements restent un des problèmes de ce pays en matière de droits de l'homme. Ces pratiques sont encore plus choquantes si elles sont appliquées à des enfants. Selon des informations en provenance d'organisations de défense des droits de l'homme, trois fillettes âgées de treize ans environ auraient été torturées, et été l'objet d'abus sexuels au Commandement général de la gendarmerie à Savur, province de Mardin. Elles seraient accusées de faire partie du PKK, une organisation qui lutte à main armée pour l'indépendance kurde. Si ces informations se révèlent exactes, le Département des affaires étrangères envisage d'intervenir auprès des autorités turques en faveur de ces trois enfants et en signe de protestation contre ce qui se serait passé. Je vous signale également que nous avons saisi, ces derniers temps, toute occasion pour parler aux autorités turques de la situation des droits de l'homme dans leur pays. A l'occasion de ma visite à Ankara en avril dernier, j'ai réaffirmé la position suisse à cet égard, et nous allons poursuivre cet effort que nous ne sommes pas les seuls à mener. Beaucoup de pays occidentaux partagent notre appréciation.

Le Comité européen pour la prévention de la torture qui découle de la Convention contre la torture a visité, en automne dernier, des prisons et des postes de police turcs. Il a adressé des recommandations confidentielles aux autorités de ce pays, en vue d'améliorer la situation des personnes privées de liberté. Nous espérons vivement que ces mécanismes de contrôle et de prévention contribueront à faire disparaître ces pratiques en Turquie.

J'ajoute que nous souhaitons que, s'il n'y a pas d'amélioration de la situation, y compris à la suite de ces visites et des rapports distribués au gouvernement turc, nous puissions envisager, au niveau du Conseil de l'Europe et des Etats signataires de cette convention, un redoublement des inspections et d'éventuelles sanctions si cela était nécessaire.

Frage 37:**Fankhauser. Gefährdung von Flüchtlingen an der türkisch-irakischen Grenze****Sécurité des réfugiés à la frontière turco-irakienne**

Laut Berichten von HilfswerksmitarbeiterInnen ist die Sicherheit von Flüchtlingen in den verschiedenen Lagern an der türkisch-irakischen Grenze akut gefährdet. Die Uno soll dem Vernehmen nach mangels Geldmitteln nur eine kleine Schutztruppe stellen.

Am 5./6. Juni wurde u. a. in Cukurca (Türkei) nachts in den Lagern geschossen. Ferner berichtet die türkisch-kurdische Bevölkerung von weiteren Kämpfen in den Bergen.

Welche Massnahmen kann der Bundesrat ergreifen, im Bereich der Sicherheit und mit humanitärer Hilfe, um das Leid dieser Menschen zu lindern?

M. Felber, conseiller fédéral: La situation des réfugiés irakiens, le plus souvent d'origine kurde, dans la zone située le long de la frontière turco-irakienne, demeure, aujourd'hui encore, préoccupante, malgré le fait que beaucoup d'entre eux ont, entre temps, quitté les camps dans les montagnes à l'intérieur de la Turquie et regagné leur région d'origine. Afin d'améliorer la sécurité des réfugiés dans les camps et les zones de sécurité, ces zones tampons créées sous le contrôle des Nations Unies, cette organisation est en train de former un corps spécialisé de cinq cents personnes, spécialistes dans ce domaine. Ces personnes seront recrutées au sein des services de sécurité de l'Organisation des Nations Unies à New York, à Vienne et à Genève. La Suisse a soutenu, dès le début du mois d'avril, par l'intermédiaire de la Division aide humanitaire de la DDA, les réfugiés irakiens en Turquie et en Iran, en envoyant sur place du personnel spécialisé de l'Aide suisse en cas de catastrophes – personnel médical, des experts en construction, des logisticiens, des experts en radio, pour ne donner que quelques exemples – ainsi qu'en faisant parvenir des denrées alimentaires de l'aide humanitaire et du matériel provenant de différentes sources, en Suisse.

Depuis que l'ONU a repris des responsabilités supplémentaires en relations avec les réfugiés irakiens, la Suisse a mis à disposition de cet organisation mondiale plusieurs experts, par exemple dans le domaine des transmissions par satellites. Ils travaillent à Bagdad ou dans la zone même de sécurité ainsi qu'à Genève, au siège du Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.

En ce qui concerne l'aide humanitaire, l'ONU entend présenter des demandes supplémentaires. La Suisse est prête à les étudier d'une manière bienveillante. Elle est sensible aux besoins d'une continuation de l'effort humanitaire dans la région, y compris en faveur des populations chiites du sud du pays.

Frage 38:**Fischer-Hägglingen. Zusammenarbeit mit den baltischen Staaten****Collaboration avec les pays baltes**

In seiner Antwort auf die Interpellation 91.3006 («Friedenspolitik in den baltischen Staaten») erwähnt der Bundesrat die Entsendung einer schweizerischen Delegation zur Abklärung der Bedürfnisse insbesondere an medizinischem Material in den baltischen Staaten und stellt «weitere Massnahmen» auf verschiedenen Gebieten in Aussicht.

1. Sind aufgrund dieser Abklärungen Hilfeleistungen humanitärer Art erfolgt? Welche?

2. Welche «weiteren Massnahmen» im Hinblick auf eine Zusammenarbeit auf verschiedenen Gebieten sind seither getroffen bzw. konkret vorbereitet worden?

M. Felber, conseiller fédéral: Comme nous l'avons indiqué à plusieurs reprises, une délégation du Département fédéral des affaires étrangères a effectué, du 17 au 24 février 1991, une mission d'évaluation des besoins humanitaires dans les trois républiques baltes. Bien qu'elle y ait constaté l'existence de besoins réels dans le domaine de la santé, ceux-ci ne peuvent être qualifiés objectivement d'urgents. En effet, il est apparu que ces besoins relèvent plutôt des faiblesses générales inhérentes à l'ensemble du système médical en Union soviétique. L'approvisionnement en médicaments est difficile. Les installations hospitalières sont désuètes et il y a pénurie d'instruments chirurgicaux. En d'autres termes, les problèmes constatés concernent surtout le renouvellement du matériel de base et du matériel technique du dispositif hospitalier ainsi que le manque d'accès à la technologie moderne.

Dans ces conditions, le Département des affaires étrangères a renoncé à faire appel à des mesures d'aide d'urgence, les

besoins constatés dépassant de loin l'objectif de notre politique d'aide humanitaire. Il a néanmoins sensibilisé diverses organisations humanitaires suisses aux problèmes rencontrés. Mise à part la poursuite de nos échanges bilatéraux à différents niveaux, des projets ultérieurs en faveur des pays baltes seront très probablement réalisés dans le cadre des mesures prévues par le deuxième crédit pour l'Europe de l'Est qui est actuellement en préparation et que le Conseil fédéral projette de soumettre aux Chambres avant la session d'automne. Concrètement, nous songeons à des possibilités de coopération, avant tout dans les domaines de la culture politique et de la formation et, si possible, dans d'autres domaines y compris l'appui à la restructuration dans le domaine hospitalier et dans le domaine économique.

Frage 39:

Spälti. Substitution des Drogenkonsums Drogues. Cultures de substitution

Anlässlich der Behandlung der Botschaft über technische Zusammenarbeit und Finanzhilfe (90.018) im September 1990 hat das Parlament beschlossen, Beiträge an die Substitution des Drogenanbaus und an Organisationen zu leisten, die sich entwicklungspolitisch im Kampf gegen Drogen einsetzen. Sind schon konkrete Projekte eruiert worden, und wie steht es mit der Zusammenarbeit mit privaten Institutionen, die sich dieser entwicklungspolitischen Zielsetzung widmen?

M. Felber, conseiller fédéral: La Direction de la coopération au développement et de l'aide humanitaire a réalisé une étude en Bolivie, pays de concentration de notre coopération. Un expert de haut niveau, possédant une solide expérience dans le domaine de la politique agraire bolivienne et de la politique anti-drogue en Amérique latine, a examiné les possibilités pour la Suisse de participer aux programmes de substitution en cours. Il est arrivé aux conclusions suivantes: premièrement, le secteur de la drogue est d'une importance hélas vitale pour l'économie bolivienne; deuxièmement, les projets de substitution ont été effectués à un coût extrêmement élevé par rapport aux résultats très limités qui ont été obtenus; troisièmement, une stratégie globale de substitution requiert toute une série de programmes contre la pauvreté rurale; et, quatrième, dans ce domaine de la lutte contre la pauvreté rurale, la Suisse accorde déjà des contributions substantielles et reconnues.

Dans le cas du Pérou, des discussions préliminaires ont été engagées entre la DDA, l'économie privée et des organisations non gouvernementales pour clarifier la possibilité d'agir dans ce domaine de la substitution. Notre appréciation des conditions-cadres est cependant assez critique, surtout dans les zones de production de coca. Les aspects de sécurité ne laissent qu'un champ d'action très limité. Il est évident que les trafiquants protègent ces zones de production. La guérilla est directement impliquée dans la production et dans la commercialisation de cette drogue.

Avec nos institutions partenaires, nous allons approfondir encore le dialogue, comme prévu. La Confédération est disposée à contribuer financièrement et conceptuellement aux actions qui s'avèrent efficaces et réalisables dans ces pays.

Frage 40:

Steffen. Schweigen um Litauen Silence fait autour de la Lituanie

Am ersten Tag der Sommersession meldeten verschiedene Zeitungen, dass die Sowjetarmee die Stadt Wilna am Sonntag 2. Juni 1991 besetzt habe. Präsident Landsbergis rief die Bevölkerung über das Fernsehen auf, vor das Parlamentsgebäude zu kommen, um zumindest Zeuge dieser Uebergriffe zu sein. Seither herrscht Totenstille.

1. Welche Informationen stehen dem Bundesrat über die Entwicklung und über die aktuelle Situation in Litauen zur Verfügung?

2. Wie erklärt er sich die erstaunliche Medienruhe?

3. Welche diplomatischen Schritte unternahm oder erwägt der Bundesrat gegenüber der Sowjetregierung?

4. Wann gedenkt der Bundesrat, den erwähnten Einmarsch vom 2. Juni öffentlich zu verurteilen?

M. Felber, conseiller fédéral: Selon les informations dont dispose le Conseil fédéral et qui lui proviennent aussi en partie de la presse, les incidents survenus à Vilnius le 2 juin ne peuvent pas être qualifiés d'occupation dans le sens de l'interpellateur. Il semble s'être en effet agi d'une vaste action de contrôle d'identités, effectuée par l'armée soviétique, sans préavis.

L'analyse des faits nous demande de remonter au 22 mai. Durant cette nuit, des troupes spéciales du Ministère de l'intérieur de l'Union, OMON, mirent à feu plusieurs postes douaniers lituaniens établis aux frontières avec la Lettonie et la Biélorussie. En signe de protestation, la population de Vilnius organisa de larges manifestations. Le Ministère de l'intérieur de l'Union repoussa les accusations, déclarant qu'il était en charge du respect de la Constitution soviétique. Entre-temps, le chef de l'armée somma le gouvernement lituanien d'appliquer sur son territoire les dispositions qui prescrivent aux jeunes le service militaire obligatoire. Ensuite, le 2 juin, l'armée soviétique procéda à une opération de contrôle d'identités dans plusieurs endroits de la ville. Le lendemain, cette même armée se retira de Vilnius. Voilà les informations dont nous disposons.

Cependant, il y a lieu de constater un regain des tensions entre Vilnius et Moscou, en particulier, et entre les Républiques baltes et le Centre en général. Je rappellerai qu'à cet égard le Conseil fédéral a clairement exposé sa position, tant devant les Soviétiques qu'ici, devant les Chambres. Pour ce qui est de l'immédiat, je rappellerai également que, du 1er au 19 juillet prochain, se tiendra à Genève la réunion d'experts de la CSCE sur les minorités nationales, et que la Suisse assurera le secrétariat exécutif de cette conférence. Nous ferons tout notre possible pour que les représentants des Républiques baltes puissent participer à cette conférence en tant qu'invités des Etats participants. Je me rendrai personnellement mercredi à Berlin, à la réunion des ministres des affaires étrangères de la CSCE, où j'aurai un entretien avec le ministre des affaires étrangères de l'Union soviétique, M. Bessmertnykh, et je me permettrai de lui rappeler cette préoccupation.

Frage 41:

Reimann Maximilian. Bundessubvention für umstrittene Methadon-Station in Elfingen/AG Distribution de méthadone à Elfingen/AG. Projet de subventionnement

Trifft es zu, dass der Bund im aargauischen Elfingen eine Methadon-Station, die von einem «Verein Drogenforum Aargau» betrieben werden soll, mit 700 000 Franken zu subventionieren gedenkt? Ist der Subventionsbehörde bekannt, dass 85 Prozent der Stimmberechtigten von Elfingen in einer Petition unmissverständlich ihre Ablehnung gegen dieses Projekt zum Ausdruck gebracht haben? Hält der Bundesrat die mutmassliche Höhe dieser Subvention angesichts der Tatsache, dass die Station lediglich für sieben Entzugspatienten ausgelegt ist, nicht für überzogen?

Bundespräsident Cotti: Gemäss Artikel 73 des IV-Gesetzes, Herr Reimann, ist der Bau und die Einrichtung von Stätten für die Unterbringung, die berufliche Eingliederung Invalider usw. beitragsberechtigt. Darunter fällt nach langer Praxis auch die Rehabilitation von Drogenkranken. Der «Verein Drogenforum Aargau» betreibt im Kanton bekanntlich schon eine solche Einrichtung. In der Gemeinde Elfingen bestehen – wie Sie sagen – sehr massive Widerstände, die sogar, wie man mir sagt, zu gerichtlichen Folgen geführt haben.

Die Standortfrage ist eine rein kantonale und kommunale Frage, in die sich der Bund überhaupt nicht einmischt. Sollten die lokale und die kantonale Behörde am Schluss den Standort bestimmt haben, so wird die Invalidenversicherung selbstverständlich das Gesuch nach der üblichen Praxis beurteilen, und wenn die gesetzlichen und verordnungsmässigen Bedingungen erfüllt sind, wird sie die Beiträge sprechen müssen. Die Standortfrage wird von Bundesseite nicht geprüft.

Frage 42:**Büttiker. Ansiedlung eines Studienzentrums der Fernuniversität Hagen (BRD) in der Schweiz****Antenne suisse de la Télé-Université de Hagen (Allemagne)**

Mit der Errichtung von Fernuniversitäten kann die akademische Aus- und Weiterbildung teilweise ortsunabhängig absolviert werden. Wie das Ausland zeigt, machen vor allem berufstätige Erwachsene von den Angeboten von Fernuniversitäten Gebrauch.

Sind in der Schweiz bereits konkrete Projekte vorhanden, mit Hilfe der Mittel aus der Weiterbildungsoffensive des Bundes ein Studienzentrum einer Fernuniversität (z. B. Hagen BRD) zu etablieren?

Bundespräsident Cotti: In der Botschaft, Herr Büttiker, über Sondermassnahmen zugunsten der beruflichen und universitären Weiterbildung hat sich der Bundesrat über die Bedeutung der Telekommunikation und des damit verbundenen Fernunterrichts schon ausgesprochen. Der Bund unterstützt übrigens bereits heute Forschungen im Rahmen der EG-Programme wie Delta und Tempus, die der Erprobung dieser Fernstudienprojekte dienen. Ein erstes Finanzierungsgesuch für den Aufbau eines Fernstudienzentrums in der Schweiz in Zusammenarbeit mit der Fernuniversität Hagen wird zurzeit vom Bundesamt für Bildung und Wissenschaft geprüft. Die Kriterien dieser Prüfung sind allgemein bekannt. Das Wohlwollen des Bundes in dieser Beziehung steht ausser Zweifel.

Frage 43:**Danuser. Austritt von radioaktivem Material in Kloten****Chute d'un colis de matériau radioactif à Kloten**

Am Donnerstag, den 17. April 1991, fiel ein Paket mit dem radioaktiven Isotop Thallium 201 im Flughafen Kloten von einem Transportfahrzeug und wurde von einem nachfolgenden Auto überrollt. Der Thallium-Behälter sei dabei weitgehend zerstört und die Reste der ausgetretenen Substanz seien isoliert und geborgen worden.

Wie gedenkt der Bundesrat zukünftig solche «Zwischenfälle» zu vermeiden?

Bundespräsident Cotti: Der Zwischenfall, den Sie, Frau Danuser, erwähnen, hat sich am 18. April ereignet. Die verschiedenen Institutionen, die dazu berufen sind, diesen Zwischenfällen zu begegnen, haben die Kontamination sehr lokal und sehr begrenzt halten können. Personen wurden weder verletzt noch kontaminiert. Die Teile des defekten Pakets wurden ins Paul-Scherrer-Institut zur sachgerechten Entsorgung gebracht. Thallium 201 findet – wie Sie wissen – in der nuklearmedizinischen Diagnostik Anwendung. Das neue Strahlenschutzgesetz wird den Transport radioaktiver Stoffe zur bewilligungspflichtigen Tätigkeit erklären. Das bedingt eine verstärkte Kontrolle.

Sie stellen allgemein die Frage, wie diese Zwischenfälle vermieden werden können. Es kann eine bessere Kontrolle vorgesehen werden, und diese ist im neuen Strahlenschutzgesetz auch enthalten.

Frage 44:**Reimann Maximilian. Auslösung des Tempolimitenversuchs****Limitations de vitesse sur les autoroutes**

Gemäss Pressemitteilung des EJPD ist für die Festlegung der Tempolimiten die lufthygienische Lage Ende Juni massgebend. Ein Testversuch mit 22 Luftmessstationen des Kantons Zürich im Albisgüetli hat ergeben, dass der Streubereich bei Ozonmessungen plus/minus 100 Prozent betragen kann. Im weiteren ist die Schweiz durch die Alpenkette in mindestens zwei meteorologisch verschiedene Regionen unterteilt.

An wie vielen Ozonmessstationen und an wie vielen Tagen muss der Stundengrenzwert – unter Mitberücksichtigung der Streubreite – überschritten sein, damit der Tempolimitenversuch ausgelöst wird?

Wird er gleichzeitig im ganzen Land ausgelöst, auch wenn die Grenzwerte nicht in allen Landesteilen überschritten sind?

Bundespräsident Cotti: Ich kann Herrn Reimann mitteilen, dass diese zeitlich begrenzte Einführung der Geschwindigkeiten unter anderem auf Begehren mehrerer Kantone zurückzuführen ist. Die Absicht des Bundesrates ist es, mit dieser Massnahme einen Beitrag zur Linderung des Sommersmogproblems zu leisten. Von einer Lösung dieses Problems kann selbstverständlich nicht die Rede sein.

Aufgrund der heutigen Beschlüsse des Bundesrates kann Ihre Frage wie folgt beantwortet werden: Grundsätzliches Inkrafttreten am 1. Juli 1991. Sollte sich die Grosswetterlage einige Tage vorher so abzeichnen, dass für die vorgesehene Eintrittszeit möglicherweise mit keinem Smog zu rechnen ist, könnte das EJPD – es ist das zuständige Departement – im Einvernehmen mit dem EDI die Inkraftsetzung hinausschieben.

Diese Inkraftsetzung wird aber das ganze Land betreffen. Wenn die meteorologische Lage in einem Teil, zum Beispiel nur in der Südschweiz, negativ wäre, würde die Inkraftsetzung per 1. Juli geschehen. Auf alle Fälle müssten die Kantone, die sich dafür ausgesprochen haben, auf den 1. Juli bereit sein. Nach Inkraftsetzung, sei es ab 1. Juli oder von dem Moment an, wo es die Grosswetterlage verlangt, würde der Versuch bis Ende August andauern.

Reimann Maximilian: Es ist keine Zusatzfrage, sondern ich möchte Sie bitten, zur Ausgangslage meiner ersten Frage Stellung zu beziehen. Sie betrifft die Genauigkeit der Ozonmessinstrumente. Vor zwei Jahren hat ein Versuch ergeben, dass Ungenauigkeiten bis zu 100 Prozent plus/minus im Kanton Zürich ermittelt worden sind. Ich möchte Sie heute fragen: Sind diese Ungenauigkeiten bei den Messgeräten immer noch vorhanden, oder wären Sie wenigstens bereit, noch einmal einen Instrumententestversuch durchzuführen, bevor Sie neue Tempolimiten in Kraft setzen?

Bundespräsident Cotti: Die Inkraftsetzung der Massnahme hängt nicht von der Ozonlage ab, die voraussichtlich am 1. Juli entstehen wird, sondern sie hängt von der allgemeinen Grosswetterlage ab – grundsätzlich am 1. Juli 1991. Es kann also durchaus sein, dass sich die Inkraftsetzung wegen der Grosswetterlage schon einige Tage vorher empfiehlt, unabhängig von der am ersten Tage tatsächlich bestehenden Ozonsituation. Das schon aus dem ganz einfachen Grund, den wir mehrfach zu erklären versucht haben: Es geht nicht um eine kurzfristige Sofortmassnahme, die gar keine Bedeutung hätte, sondern um saisonale Massnahmen, die auf eine längere Zeit – der Bundesrat hat eine maximale Zeit von zwei Monaten vorgesehen – in Kraft bleiben sollen.

Frage 45:**Frey Walter. Versuch mit Tempo 100/70****Vitesse 100/70 sur les autoroutes**

Der Bundesrat beabsichtigt in einigen Kantonen einen Versuch zur «Sommermogllinderung» durchzuführen. Bundespräsident Cotti sagte in der Fragestunde, dass dieser Versuch etwa eine halbe Arbeitskraft des Buwal beschäftigen wird.

- 1. Welches «Versuchskonzept» hat der Bund, und wann wurde es den Kantonen übermittelt?*
- 2. Mit welchen Basiszahlen werden die «Versuchsmessungen» verglichen?*
- 3. Was für Resultate erwartet der Bundesrat?*
- 4. Kann ein seriöser «Versuch» mit einer halben Arbeitskraft durchgeführt werden?*

Bundespräsident Cotti: Ich antworte auf Ihre vier Fragen, denn die Voraussetzungen sind ja schon lange diskutiert worden.

1. Das Konzept der wissenschaftlichen Begleitung besteht in einem Vergleich des Verkehrsablaufs und der entsprechenden Emissionen vor und nach der Herabsetzung der Geschwindigkeit. Die Einzelheiten werden gerade heute nachmittag mit den Experten besprochen.

2. Die Basiszahlen beruhen auf der Situation vor und nach der Anordnung der Massnahme. Nachdem jetzt die Strecken definitiv bekanntgegeben worden sind, werden heute nachmittag die einzelnen Messpositionen genau festgelegt.

3. Aufschluss über Änderungen im Geschwindigkeitsverhalten sowie eine Bestätigung der EWI-Berechnungen über die Verminderung der Emissionen sind die Resultate, die der Bundesrat erwartet.

4. Es war nicht die Meinung des Bundesrates, die ganze Kontrollübung sei von einer halben Arbeitskraft durchzuführen. Organisations- und Koordinationsaufgaben werden zwar im Buwal von einer halben Arbeitskraft betreut; die ganze Prüfung wird aber von Experten betreut.

Frey Walter: Ich möchte mich zu Ihrer Antwort nicht äussern. Ich habe eine Zusatzfrage.

Haben Sie in bezug auf den Sommersmog und die angestrebte Linderung das Gefühl, dass der von Ihnen jetzt geplante und offensichtlich durchzuführende Versuch einen wissenschaftlichen Stellenwert haben wird? Sie können ruhig mit Ja oder Nein antworten.

Bundespräsident Cotti: Herr Frey, ich bin kein Wissenschaftler. Ich muss mich auf die Berichte der Wissenschaftler abstützen. Ich kann Ihnen nur sagen: Allgemein anerkannt ist der Linderungseffekt; inwieweit eine Linderung eintritt, kann ich nicht sagen. Ich möchte nur betonen: Da wir noch lange nicht damit rechnen können, dass die Smogsituationen nicht mehr auftreten, ist auch ein kleiner Versuch zur Linderung nicht nur zumutbar, sondern – wenn er wie hier absolut verhältnismässig ist – in einem verantwortungsbewussten Land geradezu eine Pflicht. Das ist meine persönliche Meinung.

Question 46:

Longet. Buwal. Personalabbau
Office de l'environnement, des forêts et du paysage. Réduction du personnel

Selon certaines informations l'OFEFP serait actuellement soumis à la contrainte de réduire son personnel. Or, ce dernier, compte tenu du déploiement des tâches d'exécution de la LPE notamment et déjà en effectif notoirement insuffisant. Les informations sont-elles confirmées par le Conseil fédéral? Si oui, comment de telles contraintes sont-elles compatibles avec une définition cohérente des priorités?

M. Cotti, président de la Confédération: Actuellement, l'office dépasse de trois unités son effectif régulier. Il faudra donc que l'office retrouve sa situation normale de 265 postes au lieu de 268. Au-delà de cet effectif provisoirement supérieur au quota, il n'y a pas de discussion. Aucune diminution des effectifs attribués à cet office n'est prévue.

M. Longet: Si j'ai bien compris, on devra, l'année prochaine déjà, ajuster les effectifs aux besoins, mais cette année il y a trois postes en trop. Je constate qu'on raisonne à très court terme. Si l'on examine les priorités objectives, on ne peut pas affirmer qu'il y a trois postes de trop, on ne peut que constater une différence entre l'effectif réel et les tâches qui ont été assignées à cet office de par l'évolution de la législation. Je ne comprends pas très bien cette logique en zigzag, consistant à supprimer trois postes aujourd'hui – probablement parce que les priorités ont été mal définies – et à compenser d'autant ce recul demain.

M. Cotti, président de la Confédération: Je n'ai jamais dit, Monsieur Longet, qu'il faudra augmenter l'année prochaine l'effectif de l'office. Si de nouvelles tâches lui étaient assignées, il faudra évidemment augmenter ses effectifs, mais actuellement l'effectif a été fixé. Si, pour des questions de contingent, il dépasse de trois unités ce qui a été attribué, avec d'ailleurs l'assentiment du Parlement qui fixe lui-même les effectifs, il faudra effectivement que l'office revienne à ce qui lui a été attribué.

Frage 47:

Cincera. Veröffentlichung des Ozonberichts des Jahres 1991

Couche d'ozone. Publication du rapport 1991

Als Grundlage für den Entscheid, als Massnahme gegen den Sommersmog einen Versuch mit Temporeduktionen zu beschliessen, standen dem Bundesrat vermutlich die Ozonwerte der Nebelstationen des Jahres 1990 sowie die im Ozonbericht Nr. 101 des Buwal zusätzlich aufgeführten Stationen zur Verfügung.

Weshalb wurden der Öffentlichkeit gegenüber die Ozonwerte des Jahres 1990 zurückgehalten und die beiden Berichte nicht vor dem Tempoentscheid publiziert?

Warum wurde auch interessierten Organisationen gegenüber die Herausgabe der Werte von 1990 verweigert?

Bundespräsident Cotti: Dieser Bericht wird in den nächsten Wochen veröffentlicht – wie immer zu dieser Jahreszeit. Das Amt wurde von dieser und jener Stelle darum gebeten, die Zahlen schon jetzt bekanntzugeben. Die Zahlen sollen aber allgemein veröffentlicht werden, und keine Stelle soll irgendwelche Priorität haben. Ich betrachte die Haltung des Amtes als durchaus gerechtfertigt. Nur um Ihnen eine Kostprobe dieser Zahlen zu geben, kann ich sagen, dass – entgegen den Meinungen, die oft vertreten werden – die Ozonmessungen z. B. in Dübendorf, Zürich und Lugano letztes Jahr wesentlich höher waren als diejenigen von 1988 und 1989. Nur in Payerne waren sie letztes Jahr etwas geringer als im Vorjahr. Das zeigt Ihnen, wie schwierig es ist, diese Problematik wirksam anzugehen. Der Trend zur Steigerung ist aber leider – ob man es wahrhaben will oder nicht – oft vorhanden.

Question 48:

Ruffy. Bericht des Europäischen Komitees zur Verhütung von Folter und unmenschlichen oder erniedrigenden Strafen

Rapport du Comité européen pour la prévention de la torture et des peines et traitements inhumains ou dégradants

Le Comité d'experts a retenu la Suisse parmi les pays qu'elle va visiter cette année. Comme à chaque pays déjà visité, le Comité transmettra aux autorités helvétiques un rapport de visites qui, du côté du Comité, est considéré comme confidentiel. Les Etats concernés peuvent néanmoins décider leur publication. Ceux qui combattent la torture pensent que la publication volontaire des rapports de visites par les premiers pays visités pourraient avoir valeur d'exemple et amplifier de manière positive l'action de ce Comité.

Le Conseil fédéral partage-t-il ce point de vue?

Le Conseil fédéral est-il prêt à faire en sorte que ce rapport soit publié?

Bundespräsident Cotti: Ich teile Ihnen die Haltung des EJPD mit: Es begrüsst eine offene Informationspolitik über die vom europäischen Komitee zu untersuchenden Fragen und sieht deshalb zurzeit keinen Grund, von einer Veröffentlichung des Berichts über den Besuch in der Schweiz abzusehen. Allerdings muss in Rechnung gestellt werden, dass praktisch alle vom Komitee zu besuchenden Einrichtungen kantonalen oder kommunalen Behörden unterstehen. Das Departement wird deshalb den Entscheid über die Veröffentlichung des Berichtes erst nach Rücksprache mit den besuchten Kantonen treffen.

M. Ruffy: Je crois que cette convention contre la torture est très importante pour l'Europe bien sûr et pour la Suisse qui s'est engagée.

Pouvez-vous nous dire aujourd'hui, Monsieur le Président de la Confédération, que vous encouragerez les cantons, lorsque vous vous adresserez à eux, à accepter le principe de la publication du rapport des visites?

M. Cotti, président de la Confédération: Je peux transmettre votre évaluation au chef du département compétent avec le souhait que cela puisse se vérifier.

Frage 49:**Rechsteiner. Bespitzelung von WaffenplatzgegnerInnen Place d'armes de Neuchlen-Anschwilen. Adversaires espionnés**

Der «Weltwoche» kann entnommen werden, dass nach einem internen Bericht über die Aufgaben der politischen Polizei von neuem die Bespitzelung der Opposition gegen den Waffenplatz Neuchlen-Anschwilen vorgesehen ist. Trifft dies zu? Ist der Bundesrat bereit, diese antidemokratischen Missbräuche sofort abzustellen?

Bundespräsident **Cotti**: Eine solche Registrierung, Herr Rechsteiner, fand nie statt und war auch nie beabsichtigt. Vorbehalten bleibt die Erfassung durch die Strafjustizbehörden bei der Verfolgung von Straftaten. Bei der von der «Weltwoche» zitierten Quelle handelt es sich nicht um einen bundesinternen Bericht; Stellen des Bundes waren an der Abfassung der zitierten Passage nicht beteiligt.

Frage 50:**Ruf. Dringliches Aktionsprogramm zur Asylpolitik. Inkraftsetzung Politique d'asile. Entrée en vigueur des mesures d'urgence**

Auf welchen Zeitpunkt hin beabsichtigt der Bundesrat, das den Kantonen im März 1991 zur Vernehmlassung unterbreitete dringliche asylpolitische Aktionsprogramm – bzw. einzelne der darin vorgeschlagenen Massnahmen – in Kraft zu setzen?

Bundespräsident **Cotti**: Der Bundesrat, Herr Ruf, wird sich voraussichtlich noch vor den Sommerferien mit dem Aktionsprogramm befassen und einzelne Massnahmen umgehend in Kraft setzen. Ueber das sogenannte Dreikreismodell konnte mit den Kantonen Einigkeit erzielt werden. In der Frage der Grosszentren sind weitere Abklärungen nötig.

Frage 51:**Bäumlin. Folterung einer Schweizerin im Istanbul Gefängnis. Aussage der Bundesanwaltschaft Suisse torturée dans une prison d'Istanbul. Communiqué du Ministère public**

In der Asyldebatte vor einer Woche habe ich die Frage nach der bundesrätlichen Reaktion auf die Folterung einer Schweizerin im Istanbul Polizeigefängnis aufgeworfen. Nun interessiert mich noch speziell die Stellungnahme des Bundesrates zur Pressemeldung, dass gegen die Schweizerin auch in der Schweiz ein Ermittlungsverfahren wegen angeblichen Sprengstoffverdachts laufe.

Wie ist es möglich und zu rechtfertigen, dass die schweizerische Bundesanwaltschaft eine solch belastende Aussage der Öffentlichkeit – auch der internationalen – preisgibt, und zwar während eines laufenden Verfahrens in einem für Menschenrechtsverletzungen berüchtigten Staat?

Bundespräsident **Cotti**: Die Tatbestände sollen sich so entwickelt haben, Frau Bäumlin: Am 29. Mai stellten im Zusammenhang mit der bekanntgewordenen Verhaftung einer Schweizerin in der Türkei mehrere Journalisten Fragen an die Bundesanwaltschaft; diese verweigerte eine Stellungnahme. Der Name wurde gemäss ständiger Praxis weder bestätigt noch dementiert. Aufgrund eines Missverständnisses gab der Pressesprecher die für die Schweizerin entlastende, aber – wie sich in der Folge herausstellte – unzutreffende Information, dass bei der Bundesanwaltschaft kein Verfahren gegen sie hängig sei. Nachdem die Unrichtigkeit der Auskunft erkannt worden war, sah sich die Bundesanwaltschaft zu einer Berichtigung veranlasst.

Am 31. Mai 1991 wurde deshalb gegenüber den Journalisten, die telefonisch angefragt hatten, telefonisch richtiggestellt, dass bei der Bundesanwaltschaft tatsächlich ein Ermittlungsverfahren wegen Verdacht auf Sprengstoffbesitz hängig sei. Dabei wurde präzisiert, dass dieses Verfahren bereits vor und unabhängig von der Verhaftung der Schweizerin in der Türkei eröffnet worden war. Nach Angaben der türkischen Behörde reiste die Schweizerin mit einem gefälschten türkischen Pass

in die Türkei ein. An ihrem dortigen Aufenthaltsort wurden ein automatisches Gewehr, Munition, Brandsätze, gefälschte Pässe und Identitätskarten sowie Material für einen illegalen Sender gefunden.

In Anbetracht dieser gravierenden Beschuldigungen ist nicht ersichtlich, inwiefern die Richtigstellung der Bundesanwaltschaft ihre Lage in der Türkei weiter erschwert hat. Zur Abklärung der Frage, ob das in der Türkei bei der Schweizerin offenbar gefundene Material aus der Schweiz stammt und diese Frau mithin auch gegen die schweizerische Gesetzgebung verstossen hat, steht die Bundesanwaltschaft über Interpol mit den türkischen Behörden in Kontakt.

Frage 52:**Wiederkehr. Durchsetzung der Tempolimiten. Sofortmassnahmen**

Application des limitations de vitesse. Mesures d'urgence
Aufgrund der Stellungnahmen der Kantone in den letzten Tagen muss nun davon ausgegangen werden, dass der Tempoversuch 70/100 nur lückenhaft und mit grossen Vorbehalten, namentlich auch betreffend des praktischen Vollzugs, stattfinden kann.

Ich frage den Bundesrat:

Ist der Bundesrat in dieser neuen Situation bereit zu prüfen, ob nicht folgende zwei Sofortmassnahmen zur konsequenten Durchsetzung der geltenden Tempovorschriften auf allen Strassen eher zum Ziel führen:

1. Verdoppelung der Ordnungsbussen für Tempoüberschreitungen;
2. Bereitstellung von mobilen Radarmessgeräten für die Kantone?

Bundespräsident **Cotti**: Der Bundesrat, Herr Wiederkehr, hat das EJPD beauftragt, bis Ende 1992 eine Botschaft zur Aenderung des Ordnungsbussengesetzes vorzulegen. In diesem Zusammenhang ist auch eine erhebliche Erhöhung aller heute geltenden Ordnungsbussen geplant. Eine einseitige und vorzeitige Verdoppelung der Ordnungsbussen nur für Tempoüberschreitungen würde das geltende Gefüge der Ordnungsbussenliste stören. Zudem wäre eine solche Massnahme ohne vorgängige Durchführung eines Vernehmlassungsverfahrens kaum denkbar.

Die Kontrolle und Durchsetzung der Tempolimiten ist Aufgabe der Kantone. Die Bereitstellung mobiler Messgeräte für die Kantone würde dieser Aufgabenteilung widersprechen.

Wiederkehr: Es ist eine Tatsache, dass Tempo 120 auf den Autobahnen und vor allem auch 80 ausserorts nicht eingehalten werden. Ich frage Sie: Können Sie von Ihren Experten in Ihrem Departement abklären lassen, ob nicht alleine die Durchsetzung der jetzt geltenden Tempolimiten den Beitrag zur Luftreinhaltung bringen würde, den Sie sich durch die Einführung von Tempo 100 auf den Autobahnen erhoffen?

Bundespräsident **Cotti**: Die Quantitäten der Emissionsminderung entsprechen tatsächlich im grossen und ganzen den Zahlen, die Sie, Herr Wiederkehr, erwähnt haben. Deshalb die systematische, vor kurzem an die Kantone ergangene Aufforderung, diese Kontrollen so zu gestalten, dass sie tatsächlich zum Erfolg führen.

Question 53:**Gros. Verzicht auf Militärflüge Avions cloués au sol cet été**

Pour lutter contre le smog estival et soutenir le tourisme, le Département militaire fédéral a décidé d'interdire les manoeuvres et les cours de répétition des troupes d'aviation.

– Le Conseil fédéral estime-t-il que l'entraînement de nos troupes d'aviation peut sans dommage pour notre défense être interrompu pendant l'été?

– Pense-t-il qu'une attaque de notre pays a peu de chance d'avoir lieu en été?

– L'achat d'un nouvel avion se justifie-t-il encore dès lors qu'il ne sera plus possible de les utiliser trois mois par an?

Bundesrat Villiger: Die Innerschweizer Umweltdirektorenkonferenz hat dem EMD ihren Massnahmenkatalog zur Reduktion des Sommersmogs mit dem Ersuchen zugestellt, seinerseits einen Beitrag zur Smogverhinderung in den Sommermonaten zu leisten. Der Antwort, die wir am 29. Mai gegeben haben, ist u. a. folgendes zu entnehmen: Obgleich der Armeeanteil an den Emissionen verschwindend klein ist, ist das EMD bereit, einen Beitrag zur Verbesserung der Luftqualität zu leisten. Das EMD wird sich insbesondere bemühen, die Belegung der Flugplätze – soweit dies von der Ausbildung her tragbar ist – so gering wie möglich zu halten. Eine gänzliche Einstellung des militärischen Flugbetriebes in den Sommermonaten ist aber wegen der Zeitpläne der Schulen und aus Gründen der Einsatzbereitschaft der Flugwaffe nicht möglich. In den Monaten Juni, Juli und August finden indessen in diesem Jahr keine Uebungen und Wiederholungskurse der Fliegertruppen statt. Es müssen deshalb keine Kurse gestrichen oder Uebungen abgesagt werden.

Zur nächsten Frage von Herrn Nationalrat Gros: Die Beschaffung eines neuen Kampfflugzeuges ist nach wie vor dringend. Sie rechtfertigt sich auch dann, wenn – wie bereits in der Vergangenheit – die Uebungen und Kurse der Fliegertruppen ausserhalb der Sommermonate angelegt sind.

M. Gros: Ma question sera très brève. Avez-vous connaissance d'autres exemples de pays qui ont renoncé aux vols d'essai pour des raisons écologiques? Si tel n'est pas le cas, est-ce que le Conseil fédéral a l'intention de faire oeuvre de pionnier en matière d'une nouvelle défense aérienne européenne?

Bundesrat Villiger: Es ist mir kein Land bekannt, das aus Umweltgründen mit dem Flugbetrieb zurückhält. Aber ich kenne natürlich nicht die Gepflogenheiten in allen Ländern. Aber wie Sie meiner Antwort entnehmen konnten, reduzieren wir ja nicht deswegen generell den Flugbetrieb, sondern dieser ist ohnehin im Sommer reduziert, und ich glaube, dass hier die Koinzidenz des Nötigen mit dem Richtigen möglich ist.

Frage 54:

Cincera. Drogenkonsum in der Armee Toxicomanie à l'armée

In der Fernsehsendung «Seismo» vom 8. Juni 1991 behauptete ein Soldat, der später den Dienst verweigerte, 80 Prozent der Wehrmänner würden Drogen konsumieren. Diese Aussage wurde in der Sendung nicht kommentiert oder korrigiert.

Hat der Bundesrat Kenntnis vom Stand des Drogenkonsums in der Armee, und verfügt er über gesicherte Zahlen?

Welche Massnahmen zur Bewältigung der Drogenproblematik in der Armee sind vorgesehen oder getroffen?

Bundesrat Villiger: In unserem Land mit seinem Milizsystem ist die Armee natürlich auch ein Spiegelbild der Gesellschaft in den Altersstufen zwischen 20 und 50 Jahren. Sie wird deshalb zwangsläufig auch vom Drogenproblem betroffen.

Die Geschäftsprüfungskommission Ihres Rates erhielt im März dieses Jahres einen Bericht über den Drogenkonsum in den Rekrutenschulen. Nur hierüber liegen gesicherte Angaben vor.

Ich kann aus diesem Bericht einige Fakten zitieren: Im Jahre 1990 haben sich rund anderthalb Prozent der Angehörigen von Rekrutenschulen wegen Drogenproblemen bei den Schulärzten gemeldet. Insgesamt mussten etwa 100 Rekrutenschulangehörige wegen Drogenabhängigkeit aus den Schulen entlassen werden; das entspricht etwa 0,4 Prozent des Gesamtbestandes.

Zweifellos besteht in diesem Bereich eine Dunkelziffer. In mehr als der Hälfte aller Schulen gab es Probleme mit Drogenabhängigen. Einige Schulkommandanten schätzen, dass zwischen 20 und 50 Prozent der Rekruten in irgendeiner Form Drogen konsumieren oder Kontakt mit Drogen hatten. Sollten diese Vermutungen zutreffen, sind die Zahlen immer noch wesentlich tiefer als die Zahlen, die offenbar vom Fernsehen verbreitet worden sind.

Es kann noch beigefügt werden, dass in der Armee zum Glück bis jetzt kein Fall bekannt ist, in dem ein Unfall verursacht worden wäre, weil jemand unter Drogeneinfluss gestanden hätte. Leider ist aber vor kurzem – Sie haben das der Presse entnehmen können – in einer Genfer Einheit ein Todesfall wegen übermässigem Drogenkonsum vorgekommen.

Das Drogenproblem kann in der Armee allein nicht gelöst werden. Aufgrund der Untersuchung hat aber der Ausbildungschef – in Zusammenarbeit mit dem Bundesamt für Sanität – einen Massnahmenkatalog in Angriff genommen, um der Drogenproblematik in den militärischen Schulen und Kursen bestmöglich begegnen zu können.

Question 55:

Spielmann. Beteiligung von Schweizer Firmen an der illegalen Finanzierung von ausländischen politischen Parteien

Financement clandestin de partis politiques étrangers. Participation de sociétés suisses à la gestion des fonds

Selon la presse espagnole des sociétés suisses participent activement aux placements en Suisse, pour un montant de plus de 548 millions de pesetas, des fonds illégaux au plus grand parti politique espagnol, le PSOE.

Quelles sont les mesures prises par le Conseil fédéral pour mettre un terme à la complicité d'entreprises suisses dans la gestion des fonds illégaux servant aux financements clandestins de partis politiques étrangers?

Bundesrat Stich: Es gibt keine Meldepflicht für Anlagen in der Schweiz, weder für legale noch für illegale. Sollten jedoch Anlagen aus strafbaren Handlungen in die Schweiz gelangt sein, ist die Schweiz bereit, Rechtshilfe zu gewähren.

Question 56:

Pini. Heumangel im Tessin Pénurie de foin au Tessin

Le secrétariat agricole du canton du Tessin a récemment informé l'autorité fédérale compétente de la grave pénurie de foin qui sévit en ce début de saison, en raison des mauvaises conditions météorologiques, notamment des basses températures et des forts vents qui ont marqué le printemps jusqu'à ces derniers jours. En montagne, la situation est particulièrement critique, le recours habituel au premier foin de l'année en quantité normale étant pratiquement impossible. La croissance de l'herbe a subi de forts retards sur les pâturages tessinois, et c'est surtout le bétail bovin qui en souffre.

Devant cette situation, le Conseil fédéral a-t-il l'intention de fournir pour cette année une aide aux exploitations agricoles frappées?

M. Delamuraz, conseiller fédéral: Je répondrai à M. Pini quand il sera là.

Frage 57:

Rechstelner. Behandlung der Anlehrlinge in der Arbeitslosenversicherung Assurance-chômage. Régime applicable aux personnes justifiant d'une formation élémentaire

Für Personen, die nach der Lehre keine Arbeitsstelle finden (was heute leider wieder häufiger der Fall ist), legt Artikel 41 AVIV Pauschalansätze fest. Damit eine Diskriminierung der besonders betroffenen Anlehrlinge vermieden wird, frage ich den Bundesrat, ob er bereit sei, sie den Personen «mit einer abgeschlossenen Berufslehre oder mit gleichwertiger Ausbildung» gleichzustellen.

M. Delamuraz, conseiller fédéral: Parmi les travailleurs les plus exposés au risque de chômage, il y a bien sûr ceux qui ne disposent que d'une formation élémentaire. Pour les personnes qui ne trouvent pas de travail à la fin de leur formation, l'ordonnance sur l'assurance-chômage établit des montants forfaitaires différenciés suivant le degré de formation des intéressés: universitaire, apprentissage, et les autres. Les chômeurs ayant une formation élémentaire entrent dans la troisième catégorie. Cette différenciation est en soi justifiée.

La solution, Monsieur Rechsteiner, émane de l'idée que l'indemnité doit être inférieure au salaire auquel le chômeur a droit, son gain assuré étant normalement calculé sur la base du dernier salaire soumis à cotisation. Si tel n'était pas le cas, il aurait intérêt à ne pas rechercher un emploi dans certains cas, et même il pourrait en refuser un, puisque l'assuré est en droit de refuser tout travail dont la rémunération est inférieure à l'indemnité de chômage. Il existe, comme vous l'évoquez, une discrimination des personnes ayant une formation élémentaire mais, en réalité, je crois que c'est en premier lieu au niveau de leurs chances sur le marché de l'emploi que cette discrimination se manifeste, et moins quant au montant forfaitaire différencié versé par l'assurance-chômage. Il importe donc, notamment par le biais des mesures préventives, de multiplier les efforts visant à augmenter les possibilités de placement des personnes qui ont une formation élémentaire.

Néanmoins, Monsieur Rechsteiner, le Conseil fédéral est prêt à charger la Commission de surveillance pour le fonds de compensation de l'assurance-chômage d'examiner votre proposition. Elle se réunit dans quelques jours, car elle s'occupe actuellement de la révision de l'ordonnance sur l'assurance-chômage, et je suis prêt, pour entendre l'opinion des différents partenaires sociaux et des différents intéressés, à ajouter cette préoccupation à son ordre du jour.

Question 58:

Ruffy. Glaubwürdigkeit der FAO Crédibilité de la FAO

Dans la revue intitulée «The Ecologist» du mois de mars-avril 1991, on peut lire une lettre ouverte adressée à M. Saouma, directeur général de la FAO et signée par de nombreux mouvements écologistes de différents pays du monde. Selon ces derniers, le bilan de 15 ans d'activité de cette organisation se solde par une faillite gigantesque et à tous points de vue: accroissement de la famine, destructuration des économies vivrières traditionnelles, destruction des écosystèmes, néo-colonialisme technologique et scientifique.

Le Conseil fédéral est-il au courant de ces critiques?

Comment réagit le Conseil fédéral face à une mise en cause aussi fondamentale d'une organisation à laquelle il est partie prenante et donnanter?

M. Delamuraz, conseiller fédéral: L'article paru dans «The ecologist» et que cite M. Ruffy – article qui nous est connu – ne reflète pas nécessairement l'avis de tous les milieux écologistes. En l'occurrence, l'article ne témoigne pas d'une grande compréhension quant à la complexité du problème de la faim. Les organisations du système des Nations Unies sont généralement en butte à des critiques que l'on pourrait souhaiter parfois plus constructives, parce que celles-ci sont souvent injustes à l'égard de toutes les prestations qu'ont pu fournir ces organisations.

Nous suivons depuis toujours, avec une attention critique, les activités de la FAO, y compris son action sur le terrain. Dans l'ensemble, nous constatons que la FAO accorde réellement une grande importance aux aspects écologiques des problèmes qui lui sont posés. Avec un certain nombre de pays industrialisés, la Suisse, depuis plusieurs années, s'est efforcée de proposer quelques réformes quant aux activités de la FAO, afin de l'entraîner davantage encore dans la direction que je viens de décrire, de mettre l'accent de sa politique sur la nécessité de s'occuper davantage de la formulation de politiques agricoles cohérentes dans les pays en développement, en étroite coordination – c'est peut-être ce qui manque le plus souvent – avec les autres institutions de l'ONU et avec les institutions de Bretton Woods. La Suisse continuera de défendre fermement cette position et elle note aujourd'hui, avec une première satisfaction, que la direction est maintenant prise. Par conséquent, et pour résumer, je dirai de cet article qu'il est sans doute excessif, mais qu'il n'y a pas de fumée sans feu et qu'il reflète une préoccupation qui était, du côté de la FAO, insuffisamment sensible dans ses organisations et que, par conséquent, il m'était opportun et nécessaire de répondre dans ce sens à votre bonne question.

M. Ruffy: Etant donné la virulence des critiques de cette publication, M. Saouma, président-directeur de la FAO se doit de répondre. A ma connaissance, il ne l'a pas encore fait. Au cas où il tarderait à le faire, ou il ne le ferait pas, seriez-vous disposé à exercer une pression pour que véritablement nous ayons une réponse très claire de la FAO?

M. Delamuraz, conseiller fédéral: Le Conseil fédéral est d'autant plus disposé à cette intervention complémentaire que, les organisations internationales, comme tous nos gouvernements dans le monde très rapide d'aujourd'hui, ont besoin de se démarquer, d'annoncer la couleur et de faire savoir où elles sont.

Frage 59:

Wanner. Bericht «Lebensräume» Rapport sur les «Milieux naturels»

Der Schweizerische Bund für Naturschutz und der Schweizerische Bauernverband haben gemeinsam einen Bericht «Lebensräume» erarbeitet.

Dieser Bericht wurde sowohl dem Bundesamt für Landwirtschaft wie dem Buwal unterbreitet. Einer der Vorschläge betraf die Einsetzung einer gemeinsamen Arbeitsgruppe bestehend aus den beiden Aemtern und den betroffenen Verbänden. Bis heute ist nichts geschehen. Bis wann kann hier mit einer Antwort gerechnet werden?

M. Delamuraz, conseiller fédéral: Le rapport auquel M. Wanner fait allusion date de juin 1989 déjà. Il a été porté à la connaissance de nos offices pratiquement une année plus tard, c'est-à-dire en juillet 1990. Les ordres que nous avons donnés à l'Office fédéral de l'agriculture à ce moment étaient que le rapport «Lebensräume», né d'une collaboration des milieux protecteurs de la nature et de l'Union suisse des paysans, fût à prendre en considération surtout au regard de l'article 31b de la loi sur l'agriculture: en effet, cet article traite des contributions compensatoires à des fins écologiques. Nous sommes en train d'évaluer, Monsieur Wanner. Les résultats de la procédure de consultation relative à la loi sur l'agriculture ainsi qu'à la loi sur la protection de la nature viennent de rentrer. Si l'application des mesures actuellement en préparation et en consultation le commande, un groupe de travail sera constitué.

Frage 60:

Schwab. Gemüseproduktion. Dreiphasensystem Production maraîchère. Système des trois phases

Sowohl inländisches wie auch ausländisches Gemüse wird bei der Importregelung mittels Dreiphasensystem berücksichtigt.

Weshalb hat es das Eidgenössische Volkswirtschaftsdepartement bis heute unterlassen, die solchermassen im Inland gewachsenen Gemüse klar als landwirtschaftliche Produkte anzuerkennen?

M. Delamuraz, conseiller fédéral: Il faut répondre à M. Schwab de façon claire et nette, en ce sens que personne ne conteste que les légumes indigènes sont des produits agricoles, qu'ils proviennent d'une culture en terre ou hors sol.

M. Schwab souhaiterait que le système de protection à l'égard des importations prévues par la loi sur l'agriculture prenne non seulement en compte les légumes traditionnellement produits en terre, mais aussi ceux produits hors sol. En principe, dans tout notre système agricole, la protection est accordée aux exploitations paysannes familiales, c'est-à-dire à l'écrasante majorité des exploitations agricoles. Le déclenchement de la deuxième et de la troisième phase est fonction de l'arrivée, sur le marché, des produits indigènes cultivés selon les méthodes traditionnelles. Or, les produits indigènes hors sol arrivent sur le marché presque toute l'année, à part peut-être les mois d'hiver. Dès lors, toute l'opération des trois phases deviendrait aléatoire et inapplicable. En effet, elle entraînerait pratiquement l'interdiction d'importations durant toute l'année, sauf en hiver.

C'est la raison pour laquelle nous voyons très difficilement la possibilité d'associer les cultures indigènes hors sol aux cultu-

res indigènes traditionnelles, s'agissant du système des trois phases.

Question 61:

**Ziegler. Hypothekarzins. Ueberwälzung auf die Mieter
Taux hypothécaires. Répercussion des hausses sur les loyers**

Les hausses successives des taux hypothécaires ont dans les grandes villes suisses des conséquences souvent catastrophiques.

A Genève, près de deux loyers sur cinq ont été majorés – souvent massivement – en l'espace des derniers six mois. En un an, les loyers ont augmenté en moyenne genevoise de plus de 8,4 pour cent.

Vu les fluctuations des taux hypothécaires, le Conseil fédéral ne pense-t-il pas qu'il est urgent et indispensable d'introduire un moratoire (par arrêté fédéral urgent), interdisant pendant au moins deux ans la répercussion de la hausse des taux hypothécaires sur les loyers?

M. Delamuraz, conseiller fédéral: Le moratoire d'au moins deux années que demande M. Ziegler reviendrait pratiquement à un blocage des loyers. Il aurait des conséquences immédiates intéressantes, positives sans doute, car dans ces temps d'incertitude mais souvent de hausse, il est plus agréable et plus utile pour le locataire d'être en sursis que de connaître une augmentation. Au total, il aurait des effets macroéconomiques – comme on aime à dire, n'y voyez aucune allusion – sur la construction de logements. En effet, pour une victoire immédiate de certains locataires, l'ensemble des locataires s'en trouveraient moins bien pourvus car, incontestablement, la volonté de construction, déjà affaiblie pour toutes sortes de bonnes et de mauvaises raisons, s'en trouverait hélas encore ralentie. C'est la raison pour laquelle le Conseil fédéral estime qu'une telle mesure n'est pas judicieuse.

Je rappelle que l'ordonnance sur le bail à loyer et le bail à ferme d'habitations et de locaux commerciaux a été récemment modifiée, afin de permettre d'abaisser de manière très importante, c'est-à-dire jusqu'à un tiers de ce que représentait l'ancien système, les taux de répercussion des hypothèques sur le loyer. Il faut relever que les associations des locataires et des bailleurs de la Suisse romande, assez exemplaires – cela peut arriver – ont conclu en 1990, il y a exactement une année jour pour jour, un contrat-cadre. Il serait possible de modifier dans ce contexte les taux de répercussion fixés par l'ordonnance sur le bail à loyer, et le Conseil fédéral, voyant les premiers bons résultats de cette démarche, a voulu les prolonger; il a donc chargé une commission d'experts pour les questions du marché hypothécaire de prendre position au sujet du mécanisme qui lie les loyers aux taux hypothécaires. Cela permettra au Conseil fédéral de présenter des recommandations, puis de prendre des décisions modifiant cette pratique.

Vous vous souvenez aussi bien que moi, Monsieur le Conseiller national, de l'issue du débat au Parlement sur la cinquième hausse des taux hypothécaires. C'est donc dans une direction différente de celle dont j'avais naïvement rêvé, avec le Conseil fédéral, qu'il faut prendre nos dispositions. De ce point de vue-là, votre formule, pour audacieuse et lucide qu'elle soit, n'est certainement pas à l'heure.

M. Ziegler: A Genève, mais il en est à peu près de même dans toutes les grandes agglomérations de Suisse, les loyers ont augmenté de 8,4 pour cent en moyenne l'année dernière. De plus, deux logements sur cinq ont subi des augmentations supérieures à 40 pour cent ces derniers six mois. Autrement dit, la situation est catastrophique. Je sais, Monsieur Delamuraz, que vous vous êtes battu comme un lion contre les hausses successives et tout à fait abusives des taux hypothécaires. Lors de notre débat, nous avons durement affronté les conseillers d'administration des grandes banques et intérêts associés. Nous avons perdu au détriment de l'intérêt public. Un argument a été constamment avancé dans ce débat: pourquoi dramatiser puisque malgré les hausses successives les taux hypothécaires sont fluctuants et peuvent baisser d'une année à l'autre?

Ma question est la suivante. Si on prend cet argument au sérieux, s'il ne dissimule pas une hypocrisie des grandes banques, s'il est valable du point de vue économique, pourquoi ne suspendrait-on pas – vous ne voulez pas de moratoire – par une autre méthode l'augmentation des loyers jusqu'à ce que les taux se rééquilibrent? Sinon, nous sommes en face d'un diktat des grandes banques et les hausses doivent être acceptées comme des catastrophes naturelles qui se succèdent. Face à cette situation, théorie de la banque d'une part et réalité économique de l'autre, quelle est la solution proposée par le Conseil fédéral puisqu'il se préoccupe du bien public?

M. Delamuraz, conseiller fédéral: C'est là une question qui mériterait quelques heures de débat que je vais résumer en une minute.

Monsieur Ziegler, deux attitudes sont possibles. La première est de revenir lentement mais sûrement au découplage de cette notion que nous avons introduite à l'âge d'or pour protéger les locataires contre les abus, à savoir le lien entre le taux hypothécaire et le montant des loyers. Nous sommes, en quelque sorte, l'arroseur arrosé, et cette mesure se révèle avoir un effet boomerang qu'il faut éradiquer, comme disent, à juste titre, les Radicaux. Nous y parviendrons si, peu à peu, comme nous l'avons fait dans l'application nouvelle de l'ordonnance, nous nuancions fortement cette relation définitive et logique. D'autre part, en fin de compte, la solution sera cependant respectueuse de certains mécanismes économiques, parce que nous ne pouvons pas faire de la science-fiction à contretemps et à «contreforce» des éléments économiques gouvernés par la loi de l'offre et de la demande. En revanche, ce que nous pouvons faire – et c'est la deuxième attitude possible – c'est un peu d'amortissement dans le temps. Je veux dire qu'il n'est pas nécessaire de traduire fébrilement et à la minute l'évolution, qu'elle soit à la hausse ou à la baisse, peut-être très conjoncturelle et pas seulement structurelle du taux hypothécaire. Il faut faire un effort de discipline, je dirai de «co-solidarité». C'est dans ce sens que travaille la commission d'experts. Voilà, Monsieur Ziegler, une double réponse à votre inquiétude légitime.

Frage 62:

**Zwingli. Hofdünger-Einfuhrsperr nach Oesterreich
Paysans suisses exploitant des terres au Vorarlberg. Interdiction d'importer des engrais de ferme**

Seit dem 6. Mai 1991 verfügten die Zollbehörden im Lande Vorarlberg eine Hofdünger-Einfuhrsperr für Bauern aus dem schweizerischen Grenzgebiet, die im Lande Vorarlberg seit Jahren Land bewirtschaften.

Dazu stelle ich die folgenden Fragen:

- 1. Hat der Bundesrat Kenntnis von dieser unerwarteten und etwas «komischen» Massnahme?*
- 2. Ist der Bundesrat bereit, den Sachverhalt abzuklären?*
- 3. Ist der Bundesrat bereit, bei den zuständigen österreichischen Behörden dahin zu wirken, dass der Zustand von vor dem 6. Mai 1991 wiederhergestellt werden kann?*

M. Delamuraz, conseiller fédéral: M. Zwingli, qui connaît à la fois les problèmes agricoles – j'allais dire mieux que moi, mais je ne veux pas faire d'aveux publics – et fort bien la région en cause, me pose trois questions.

A la première question, je réponds oui, la direction de l'Arrondissement des douanes de Coire a été informée par les agriculteurs intéressés de l'interdiction d'importer des engrais de ferme. La nouvelle a même gagné la Berne fédérale.

Je réponds oui également à la deuxième question. Il est cependant certain que les autorités autrichiennes évoqueront la loi appelée «Abfallwirtschaftsgesetz» ainsi que le «Klär-schlammgesetz». Il s'agit de lois autrichiennes en vigueur depuis longtemps mais qui n'ont jamais été appliquées au Vorarlberg qui bénéficiait d'un statut d'exception. Selon les informations dont nous disposons, Vienne a pourtant exigé, et pour la première fois sans doute, l'application de ces lois.

Il est clair – et je réponds à la troisième question – que les mesures prises par les autorités autrichiennes ne constituent pas une violation de la convention entre nos deux pays, conclue

en 1947, parce qu'elles sont couvertes par l'article 12 de cette convention qui traite des mesures de police sanitaire et de police vétérinaire.

Cependant, Monsieur le Conseiller national, le Conseil fédéral est disposé à examiner cela avec les autorités autrichiennes, afin d'éviter que les bonnes habitudes et les bonnes relations des agriculteurs entre nos deux pays ne soient pas brutalement rompues.

Frage 63:

Maeder. Gewässerschutz-Initiative. Abstimmungsdatum Protection des eaux. Vote sur l'initiative

Nachdem das Referendum gegen das revidierte Gewässerschutzgesetz zustande gekommen ist, soll über dieses Gesetz zusammen mit der Gewässerschutz-Initiative abgestimmt werden. Kann der schon erwähnte 8. Dezember 1991 als definitives Abstimmungsdatum angesehen werden?

Bundeskanzler **Buser**: Das Bundesamt für Statistik hat die Ueberprüfung der Unterschriften für das Referendum gegen das Gewässerschutzgesetz dieser Tage abgeschlossen. Die Bundeskanzlei hat inzwischen durch formelle Verfügung festgestellt, dass die notwendige Zahl von Unterschriften vorliegt. Das Referendum ist somit rechtsgültig zustande gekommen. Ob die Volksabstimmung über beide Vorlagen gemeinsam am 8. Dezember 1991 stattfinden wird, ist indessen noch offen. Der Bundesrat wird in allernächster Zeit dazu Stellung nehmen, möglicherweise noch in seiner letzten Sitzung vor den Ferien. Bevor dieser Entscheid gefallen ist, kann das Datum folglich nicht als definitiv angesehen werden.

Maeder: Sie haben am 1. Oktober des vergangenen Jahres hier auf eine Frage Schüle geantwortet, der ebenfalls die lange Verzögerung der Abstimmung über die Gewässerschutz-Initiative bedauert hat, und gesagt: Die Abstimmung über die Gewässerschutz-Initiative wird bestimmt im nächsten Jahr stattfinden. Was gilt das Wort eines Bundeskanzlers?

Bundeskanzler **Buser**: Sie haben recht, dass Sie die Frage stellen. Der Bundesrat hat sich sehr eingehend damit befasst. Man könnte technisch ohne weiteres im Dezember abstimmen. Der Termin war vorgesehen für Juni oder Dezember. Nun wissen Sie, dass inzwischen das Referendum gegen das Gesetz zustande gekommen ist, weshalb eine veränderte Situation vorliegt. Ob im Dezember abgestimmt wird oder nicht, ist auch eine politische Frage, die wir noch mit den Parteien besprechen möchten. Sie kennen die Situation: Ende Oktober sind Wahlen, und Ende des Jahres sind die Kämpfer müde und die Kassen leer. Das ist mit ein Grund, weshalb noch überlegt wird, ob eventuell der März 1992 in Frage kommen soll. Der Entscheid des Bundesrates ist noch nicht gefallen. Ich danke für Ihr Verständnis.

Frage 64:

Neukomm. Verlängerung der Tarifmassnahmen Prolongation des mesures tarifaires

Die Tarifmassnahmen im öffentlichen Personenverkehr (u. a. die Abgeltungen für das Halbtax-Abo) laufen Ende 1992 aus. Wie sieht der Bundesrat die Fortsetzung dieser umwelt- und sozialpolitisch wichtigen Tarifvergünstigungen? Welche Vorkehren sind konkret eingeleitet, um deren Weiterführung rechtzeitig sicherzustellen? Wann wird dem eidgenössischen Parlament eine entsprechende Anschlussvorlage unterbreitet?

Bundesrat **Ogi**: Herr Nationalrat Neukomm hat drei Fragen gestellt. Ich beantworte sie wie folgt:

1. Wir haben in der mittelfristigen Finanzplanung keine Geldmittel für die Weiterführung der Tarifierleichterungen vorgesehen. Andererseits wurden wir im Juni 1990 mittels zwei gleichlautenden Motionen Bührer und Eggenberg-Thun beauftragt, die Preismässigung für das Halbpriis-Abonnement weiterzuführen. Beide Vorstösse wurden in Form von Postulaten angenommen.

Aus heutiger Sicht hat das Halbpriis-Abonnement den Charakter einer kommerziellen Massnahme und sollte deshalb der Zuständigkeit der Unternehmungen überlassen werden.

2. Im Jahre 1990 wurde eine von uns in Auftrag gegebene Studie abgeschlossen, deren Ziel die Untersuchung der betriebs- und volkswirtschaftlichen Auswirkungen der Bundestarifmassnahmen war. Gegenwärtig prüfen wir die praktischen Auswirkungen einer allfälligen Aufhebung der Bundestarifmassnahmen.

3. Verbindliche Erklärungen zur Sache können wir heute noch nicht abgeben. Damit die Transportunternehmungen ihre Tarifvorhaben rechtzeitig den veränderten Verhältnissen anpassen können, sollte eine Entscheidung spätestens auf Ende 1991 getroffen werden.

Ordnungsantrag Leutenegger Oberholzer

Das Geschäft 91.408 Parlamentarische Initiative. Zivildienst (Kommission 89.245) wird noch im Laufe der Sommersession 1991 behandelt.

Motion d'ordre Leutenegger Oberholzer

L'objet 91.408 Initiative parlementaire. Service civil (Commission 89.245) sera traité encore durant la session d'été 1991.

Frau Leutenegger Oberholzer: Die FraktionspräsidentInnenkonferenz hat am Donnerstag mit Mehrheitsbeschluss die parlamentarische Initiative «Zivildienst» aus dem Sessionsprogramm gekippt. Das Geschäft befindet sich nun auf der Pen-denzenliste. Mit meinem Ordnungsantrag möchte ich Sie darum bitten, sicherzustellen, dass dieses Geschäft auf jeden Fall noch im Laufe der Sommersession behandelt werden kann.

Im Vorfeld der Abstimmung zur Revision des Militärstrafgesetzes wurde allenthalben versichert, es handle sich hierbei nur um einen ersten Schritt. Die Schaffung der notwendigen Verfassungsgrundlage für einen Zivildienst würde umgehend im Laufe der Sommersession an die Hand genommen. Und die vorberatende Kommission hat sich mit ihren Arbeiten bemüht, so dass die parlamentarische Initiative bereits in der Märzsession hätte behandelt werden können.

Kaum ist nun die Abstimmung vorbei, will man von diesen Versprechungen nichts mehr wissen. Eine Verschiebung wäre aber unhaltbar; sie würde von der Bevölkerung nicht verstanden. Wenn sich das Parlament – was auch richtig und dringend ist – einen ganzen Tag lang Zeit nimmt, um die eigenen Probleme zu lösen, sollte es doch auch willens und fähig sein, das Problem der Militärdienstverweigerer endlich an die Hand zu nehmen, denn die Dienstverweigererfrage harret seit Jahrzehnten einer Lösung. Bereits die Barras-Vorlage wurde seinerzeit ständig verschoben. Die Militärdienstverweigerer dürfen nicht weiter als Lückenbüsser behandelt werden. Eine erneute Verschiebung wäre ein Wortbruch. Ein solches Vorgehen wäre sicherlich auch nicht geeignet, das Vertrauen der Bevölkerung in die Politik zu stärken.

Ich bitte Sie deshalb, meinem Antrag zuzustimmen, damit die Behandlung dieser Vorlage noch in dieser Sommersession garantiert ist.

Fischer-Hägglings: Es ist tatsächlich so, dass wir uns am letzten Donnerstag Gedanken darüber gemacht haben, welche Geschäfte wir in dieser dritten Woche behandeln wollen. Die Situation ist so wie immer: Es befinden sich zu viele Geschäfte auf der Traktandenliste, und wir können sie nicht alle behandeln. Wir haben deshalb eine gewisse Prioritätenordnung gesetzt. In dieser dritten Wochen müssen vor allem Geschäfte wie der Geschäftsbericht der PTT und die Staatsrechnung behandelt werden. Daneben haben wir uns vorgenommen, dass sämtliche Differenzvereinbarungen von Geschäften vorgenommen werden, die wir in dieser Legislatur noch behandeln wollen. Dann haben wir uns weiter vorgenommen, die Parlamentsreform auf die Traktandenliste zu setzen; sie nimmt einen ganzen Tag in Anspruch. Das Datenschutzgesetz, dessen Beratung wir begonnen haben, steht ebenfalls noch an. Ferner muss der Fall der Stiftung Pro Helvetia noch in dieser Session behandelt werden. Wenn Sie dies alles zusammenzählen, stellen Sie fest, dass wir zu wenig Zeit haben, um

noch fünf Stunden für ein Geschäft einzusetzen, das an und für sich abstimmungsreif ist und eine gewisse Dringlichkeit aufweist.

Wir haben deshalb beschlossen, dieses Geschäft nicht definitiv von der Traktandenliste abzusetzen, sondern es so zu traktandieren, dass wir es beraten, sofern noch Zeit vorhanden ist. Es liegt also an uns, die traktandierten Geschäfte zügig zu behandeln. Weiter haben wir beschlossen, die parlamentarische Initiative «Zivildienst», falls sie in dieser Session nicht behandelt wird, in der Herbstsession zu behandeln. Ein solches Vorgehen wurde bereits in früheren ähnlichen Fällen gewählt. Es geht keinesfalls darum, ein Geschäft auf die lange Bank zu schieben, sondern darum, die richtigen Prioritäten zu setzen.

M. Jeanneret: En tant que rapporteur de langue française de la Conférence des présidents de groupe, je confirme les propos tenus par M. Fischer. Nous vous demandons de rejeter cette proposition. La Conférence des présidents de groupe l'avait d'abord retenue, et ce n'est qu'en dernier lieu, lors de sa séance de jeudi dernier, après avoir fait un tour d'horizon complet du programme, qu'elle est arrivée à la conclusion que cet objet ne pouvait pas rester à l'ordre du jour. Il figure à la page 4 du projet d'ordre du jour pour cette semaine et il sera examiné en priorité au mois de septembre.

Si nous examinons en effet le programme de cette semaine, cet après-midi est chargé, mardi matin nous aurons la journée des quatre cultures, mercredi sera consacré essentiellement à la réforme du Parlement, avec une séance «open end»; enfin, jeudi, nous aurons la déclaration du Conseil fédéral et le débat sur les problèmes européens. Il est absolument impossible d'introduire encore ce sujet dans l'ordre du jour.

Je vous invite donc à rejeter la proposition qui vous a été présentée.

Frau Segmüller: Sicher, die Geschäftslast, die wir in dieser dritten Woche noch zu bewältigen haben, ist gewaltig. Es gibt jedoch materielle, quantitative Gründe sowie den politischen Willen, insbesondere gibt es politische Versprechen. Wir haben am 2. Juni ein Ja des Volkes zur Entkriminalisierungsvorlage bekommen. Ich habe diese Vorlage von Anfang an begleitet und vertreten. Wie viele andere von Ihnen haben wir sie – ob wir nun dafür oder dagegen waren – immer vor dem Hintergrund und mit dem ausgesprochenen Willen vertreten: Wir wollen so rasch als möglich einen echten Zivildienst. Wir haben immer darauf verwiesen, dass die parlamentarische Initiative «Zivildienst» im Juni behandelt werde. Ich käme mir wortbrüchig vor, wenn diese Vorlage aus quantitativen Gründen wieder verschoben würde. Wieso werden immer gerade diese Vorlagen verschoben? Ich denke, es schadet dem Ansehen der Armee, wenn wir solche Vorlagen dauernd vor uns herschieben. Ich nehme an, dass es bei einigem guten Willen möglich gewesen wäre, andere Geschäfte auf den Herbst zu verschieben.

Ich persönlich werde dem Ordnungsantrag Leutenegger Oberholzer zustimmen.

Abstimmung – Vote

Für den Ordnungsantrag

Leutenegger Oberholzer

59 Stimmen

Dagegen

61 Stimmen

87.061

Radio und Fernsehen. Bundesgesetz Radio et télévision. Loi

Differenzen – Divergences

Siehe Seite 335 hiervoor – Voir page 335 ci-devant

Beschluss des Ständerates vom 6. Juni 1991

Décision du Conseil des Etats du 6 juin 1991

Kategorie IV, Art. 68 GRN – Catégorie IV, art. 68 RCN

Art. 6 Abs. 3 Bst. c

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 6 al. 3 let. c

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Frau Uchtenhagen, Berichterstatterin: Nach der Differenzbereinigung im Ständerat bleiben noch vier Differenzen:

Bei Artikel 6 möchte der Ständerat, dass dem Bundesrat auch «angemessene Sendezeit für Äusserungen» eingeräumt wird, während wir dem Bundesrat nur für behördliche Erklärungen Zeit einräumen wollten. In der Hoffnung, dass der Bundesrat von dieser Ausnahmestimmung wenig Gebrauch macht, ist die Kommission bereit, dem Ständerat nachzugeben, und zwar mit 11 zu 3 Stimmen bei verschiedenen Enthaltungen. Also Zustimmung zum Ständerat.

M. Frey Claude, rapporteur: Après le passage devant le Conseil des Etats, quatre divergences subsistent. Votre commission vous propose d'en liquider trois et notamment celle dont nous traitons maintenant à l'article 6 qui prévoit, selon la version du Conseil des Etats, qu'on peut aussi accorder à une autorité un temps d'émission approprié pour s'exprimer. Souvenez-vous qu'il y a quelques mois, en mars, nous craignons que ce ne soit un pas vers la radio-télévision d'Etat. En réalité, on sait bien qu'il n'en sera rien. Il n'y a pas eu d'abus jusqu'à maintenant, il n'y a pas de raison qu'il y en ait. Sur ce point, nous vous proposons de suivre le Conseil des Etats, afin de nous permettre de liquider rapidement les autres divergences.

Angenommen – Adopté

Art. 17 Abs. 2

Antrag der Kommission

Mehrheit

Festhalten

Minderheit

(Coutau, Cincera, Fischer-Häggingen, Grassi, Heberlein, Mühlemann, Sager, Wyss Paul)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 17 al. 2

Proposition de la commission

Majorité

Maintenir

Minorité

(Coutau, Cincera, Fischer-Häggingen, Grassi, Heberlein, Mühlemann, Sager, Wyss Paul)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

M. Coutau, porte-parole de la minorité: A propos de cette loi, deux décisions sont encore contestées. Il s'agit d'une loi d'exécution d'un article constitutionnel qui a été adopté par le peuple et les cantons en 1987. Il me semble que ces deux décisions, qui restent encore à prendre, divisent non seulement les deux conseils de l'Assemblée fédérale, mais également

Fragestunde

Heure des questions

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1991
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	10
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	---
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	17.06.1991 - 14:30
Date	
Data	
Seite	1094-1104
Page	
Pagina	
Ref. No	20 019 982

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.